

CONVENTION D'OBJECTIFS

Convention N° 2020-XXX

Entre

La Ligue Grand Est de Natation représentée par son Président, M. David WAGNER et désignée sous le terme « LGEN », d'une part.

Et

Le Comité Départemental de Natation dereprésenté par son Président, , et désigné sous le terme « CD », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Cette convention d'objectifs entre les comités départementaux de Natation et la LGEN a pour but de définir les missions et les rôles de chacun en corrélation avec les objectifs fédéraux. Elle va permettre de définir clairement les rayons d'action de chaque entité, d'éviter les superpositions inefficaces d'actions et de fixer des objectifs communs d'évolution dans le respect des environnements, des contextes et des différences de chaque territoire.

De cette convention, doit naître une cohésion entre la LGEN et les comités départementaux pour permettre le développement de nos pratiques. Le travail des comités départementaux sera valorisé auprès des instances locales.

Les actions mises en place par les comités départementaux pourront s'articuler autour de quatre axes :

- La formation des cadres
- L'accès à la compétition
- L'accès aux pratiques non-compétitives
- La promotion

Paraphes

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le CD s'engage à mettre en œuvre des actions de développement autour des axes suivants :

- Formation des cadres
 - Certificateurs ENF
 - Officiels Natation Course
 - Brevet Fédéral Assistant Club
- L'accès à la compétition
 - Animation et Certifications ENF
 - Programme Avenir Natation Course
 - Programme Avenir Water-Polo
 - Programme Avenir Natation Artistique
- L'accès aux pratiques non-compétitives
- La promotion

Les actions mises en place devront respecter les cahiers des charges correspondants joints en annexe à la présente convention.

La LGEN soutient la mise en œuvre de ces actions en attribuant un soutien financier d'un montant qui sera définie ci-dessous.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de la saison sportive 2020-2021 qui débute le 16 septembre 2020 et s'achève le 15 septembre 2021.

ARTICLE 3 - MONTANT DU SOUTIEN FINANCIER ACCORDE

ARTICLE 3.1 – MONTANT DE L'ENVELOPPE GLOBAL

Le montant de l'enveloppe globale maximale attribué par la LGEN et qui permettra de calculer le montant du soutien financier possiblement attribué à chaque département est défini comme suit :

- 45 000 € si le nombre de licenciés est supérieur ou égal à 30 000.
- 40 000 € si le nombre de licenciés est compris entre 25 000 et 29 999
- 35 000 € si le nombre de licenciés est inférieur ou égal à 24 999.

Paraphes

ARTICLE 3.2 – MODE DE CALCUL DU MONTANT DU SOUTIEN FINANCIER

Article 3.2.1 – Détermination de la valeur-licencié

La valeur-licencié est calculée en divisant le montant de l'enveloppe globale fixé conformément à l'article 3.1 par le nombre total de licenciés total sur le territoire de la LGEN sur l'année N-1.

Article 3.2.2 – Coefficient de chaque axe

Les différents axes ne sont pas pondérés de la même façon et chacun a donc un coefficient correspondant définis comme suit :

AXES	COEFFICIENT
Formation des cadres	3,5
L'accès à la compétition	3,5
L'accès aux pratiques non-compétitives	1,5
La promotion	1,5

Article 3.2.3 – Calcul du montant du soutien financier

Le montant du soutien financier est calculé de la façon suivante :

Somme des coefficients des axes sur lesquels le CD s'engage multiplié par le nombre de licencié du CD sur la saison N-1 multiplié par la valeur licencié divisée par 10.

Le montant du soutien financier alloué est donc : €

Rappel : Le nombre de licenciés pris en compte pour le calcul est celui de la saison précédant la présente convention.

Paraphes

ARTICLE 4 – SUIVI, JUSTIFICATIFS ET OBLIGATIONS

En plus des éléments demandés dans les différents cahiers des charges. Le CD s'engage à fournir à la LGEN, dans les 2 mois qui suivent leur Assemblée Générale, les éléments suivants :

- Le compte rendu financier
- Le bilan financier ou, le cas échéant, les comptes annuels
- Le rapport d'activité.

Le CD s'engage également à être représenté lors de l'Assemblée Générale de la LGEN ainsi que sur les réunions de suivi de conventions qui pourraient avoir lieu à raison de une par semestre au maximum.

Le CD s'engage à faire une demande de subvention dans la cadre du PSF (Plans Sportifs Fédéraux) auprès de l'ANS (Agence National du Sport) pour chaque saison sur laquelle court la présente convention. Les CD qui ne seront pas en mesure de faire une demande pourront se rapprocher de la LGEN afin que celle-ci se porte tête de réseau et permettre à ces CD de déposer une demande conjointe.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DU SOUTIEN FINANCIER

Dans le premier trimestre de la saison concernée par la présente convention, **un versement de 50% de l'aide accordée** sera effectué sur le compte ouvert au nom du Comité départemental de Natation. Celui-ci devra fournir à la LGEN son IBAN. **Le solde sera versé en juillet à la condition que le CD ait rempli toutes ses obligations.**

ARTICLE 6 - SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la présente convention par le CD sans l'accord écrit de la LGEN, celle-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

La LGEN informe le CD de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

Paraphes

ARTICLE 7 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 – ANNEXES

Les cahiers des charges concernant les différentes actions de développement :

- Formation des cadres
 - Cahier des Charges Certificateurs ENF
 - Cahier des Charges Officiels Natation Course
 -
- L'accès à la compétition
 - Cahier des Charges Animation et Cerifications ENF
 - Cahier des Charges Programme Avenir Natation Course
 - Cahier des Charges Programme Avenir Water-Polo
 - Cahier des Charges Programme Avenir Natation Artistique
 -
- Cahier des Charges L'accès aux pratiques non-compétitives
- Cahier des Charges La promotion

envoyés par mail font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 9 - RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Paraphes

ARTICLE 10 - RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Nancy.

A Tomblaine
Le 30 juin 2020

Le Président de
La Ligue Grand Est de Natation

Monsieur David WAGNER

La Présidente du
Comité Départemental de Natation
de la Marne

Madame Sandrine PIERRE